

VOTER NON

pour la défense

des libertés ouvrières

LA VÉRITÉ

Parti Communiste Internationaliste (Trotskyiste) - section française de la 4^e internationale

RÉDACTION ADMINISTRATION

5, rue de Charonne, PARIS (11^e). Tél. : ROQ. 69-52

ABONNEMENTS : 1 an : 1.200 fr. ; 6 mois : 600 fr.
3 mois : 350 fr. - Etranger : 1 an : 1.500 fr.
C.C.P. Sté de Presse, Editions et Librairie 6032-01 Paris

Il n'a pas été nécessaire d'attendre le 7 septembre, date officielle de l'ouverture de la campagne du référendum, pour voir se déclencher celle du OUI, menée avec fracas par tous les moyens de la propagande d'Etat, sans aucun souci de l'information objective, bien sûr, et avec l'aide servile d'une presse aux ordres. Jamais les droits de l'opposition à faire connaître son point de vue n'ont été aussi réduits, aussi fictifs : toute prise de position en faveur du NON est minimisée, tandis que les déclarations en faveur du OUI, depuis celles des indépendants jusqu'à celle, toute fraîche, de M. Deferre, sont amplifiées par la Radio et la Télévision.

La lutte ouvrière contre la dictature

Il serait vain de s'illusionner. Derrière la façade des « libertés publiques » respectées, un intense travail de reprise en mains de l'appareil d'Etat bourgeois est actuellement en cours. Changements d'affectations, nominations dans l'administration, mise au pas de la radio, réorientation générale de la presse bourgeoise de toutes nuances, servilement aux ordres du gouvernement, et, brochant sur le tout, une volonté nouvelle insufflée à la police, devenue la garde prétorienne sur laquelle s'appuie d'ores et déjà le nouveau régime : le 28 septembre doit, pour de Gaulle, signifier que la voie est libre qui mène à l'instauration de l'Etat policier-bonapartiste.

LA MANIFESTATION DU 4 SEPTEMBRE

Il est clair que le peuple français, inquiet, n'éprouve aucun enthousiasme pour le « pouvoir fort » que lui prépare de Gaulle. Le 4 septembre, le président du Gouvernement a dû se résoudre à s'adresser aux invités officiels strictement triés sur le volet, sous la protection de la police. Le peuple de Paris était absent de la triste manifestation à grand spectacle organisée par Malraux. Ce

fait, indéniablement, aura la plus grande importance pour un avenir plus lointain. Pour le moment, et pour un avenir plus proche, il reste que l'initiative est strictement restée dans les mains du gouvernement. La violence de la police, par exemple, contrastait avec sa discrétion lors de la manifestation du 28 mai et de la grève générale des enseignants du 30. Pourquoi ? Parce que, avant le 1^{er} juin, et jusqu'au dernier moment, l'initiative pouvait être reprise par le prolétariat si... si les grandes organisations ouvrières avaient voulu véritablement engager le combat sur des perspectives de classe. Faut-il rappeler ici que, le 28 mai, les travailleurs qui, arrivés place de la République, attendaient poursuivre la manifestation jusqu'à l'Assemblée Nationale, se voyaient traiter de provocateurs par le service d'ordre stalinien et réformiste ? Que le 29 mai, Tollet, Lunet, Linet et autres estimaient que l'heure de la grève générale n'avait pas encore sonné ? 500.000 manifestants s'étaient pourtant rassemblés le 28 mai. Le 30 mai, la F.E.N. démontrait par la grève générale des enseignants que la classe ouvrière dans son ensemble était prête au combat, pour peu qu'on lui ouvrit des perspectives claires. L'argument de la responsa-

P. LAMBERT.
(Suite page 2.)

Ils voteront oui..

LES SOCIALISTES DU MARECHAL

Le maréchal Juin, dans un récent discours, a déclaré : « Ce sera l'honneur du premier gouvernement socialiste issu du renouvellement de l'Assemblée Nationale, celui de M. Guy Mollet, d'avoir, dès son entrée en fonction, tant par l'envoi massif des renforts demandés que par ses déclarations écartant toute politique qui serait de nature à conduire l'Algérie à une sécession, donné à réfléchir à bien des esprits qu'on sentait déjà entraînés sur une mauvaise pente. » Le maréchal a également rendu hommage à l'action de M. Robert Lucoste et à celle du général Massu...

LES BONNES BLAGUES

Le 3 septembre, le Figaro informe que « le public aura libre accès demain à la cérémonie de la place de la République, par le boulevard du Temple, la rue du Temple, la rue de Turbigo, le boulevard Saint-Martin et le boulevard Voltaire. »

Le Figaro est un plaisantin. Son confrère Combat ne lui cède en rien quand il écrit le même jour : « De Gaulle ne fait appel qu'au peuple ! On l'a bien vu le 4 septembre, avec les milliers de policiers, militaires et revolver au poing, qui harcelaient le « peuple », lequel aurait « librement » accédé à la cérémonie de la République. »

(Suite page 3.)

Le général en Afrique

Le voyage, commencé dans l'enthousiasme et la foi, se finissait dans le chahut et le doute. C'est ainsi que Fuzier, dans « Le Populaire » du 1^{er} septembre, jugeait la randonnée de 19.000 kilomètres du général. C'est trop peu dire. « L'enthousiasme et la foi » sont d'étranges mots pour qualifier l'accueil des populations malgaches à de Gaulle. Quant à parler de « chahut et de doute », à propos des événements qui eurent lieu aussi

bien à Conakry, Brazzaville, Dakar ou Alger, c'est faire bon marché du sentiment des peuples de ces pays et ramener les revendications fondamentales de ces peuples à la mesure de simples manifestations de collégiens.

De Gaulle ne s'y est pas trompé, pas plus que toute la presse aux ordres — pratiquement tous les journaux français — qui turent pudiquement les manifestations d'hostilité.

F. P.
(Suite page 3.)

IMPÉRIALISME ET RÉVOLUTION

au proche et Moyen-Orient

Le 14 juillet 1958, le régime du roi Fayçal s'écroulait. Quelques jours après, « l'Occident » impérialiste, qui avait violemment attaqué le nouveau gouvernement, rendant hommage au roi et à Noury Saïd, le principal agent de l'impérialisme, reconnaissait le régime issu de l'insurrection. Entre temps, la décision était prise, non sans quelques hésitations, de débarquer les fusiliers marins américains au

Liban, bientôt suivie de l'arrivée des paras anglais en Jordanie.

Environ un mois après, l'Assemblée générale de l'O.N.U. votait une résolution unanime sur les problèmes du Proche et Moyen-Orient. Il serait évidemment puéril d'estimer que les questions sont réglées, le calme réellement revenu. Les troupes américaines et anglaises sont toujours à pied d'œuvre.

Que s'est-il passé et pourquoi ?

En Irak vivent 6.000.000 de personnes environ, dans leur écrasante majorité des fellahs sans terre. De 35.000 km² de terres effectivement cultivées, 88 % des paysans en possèdent 6,50 % ; les 91,50 % restantes sont contrôlées par une infime minorité de grands propriétaires fonciers, dont les plus importants se recrutent dans la famille royale. Le revenu moyen par tête d'habitant en Irak n'excède pas 30.000 francs par an (revenu comparable à celui du fellah algérien). Le problème de la terre (expropriation des grands domaines possédés par les grands féodaux) est donc au tout premier plan des événements. Car, sans une nouvelle répartition des terres et leur nationalisation sans indemnité

ni rachat, toute perspective d'amélioration du niveau de vie et du niveau culturel des masses est exclue.

La féodalité agraire, avec la famille royale en tête, représente la base sociale de la domination impérialiste sur le pays, bénéficiant des attributs extérieurs de la souveraineté, mais totalement vidés de leur contenu. L'Irak Petroleum Company contrôle totalement la principale richesse économique du pays : le pétrole. Cette puissante société, qui vient au quatrième rang pour la production de pétrole (11.657.497 tonnes en 1957), à prédominance anglaise (1), et qui a obtenu une concession de 61.000 km², est le véritable maître du pays. Ce pétrole

qui, tel celui de l'Arabie Saoudite fice net — soit encore 315 % — a vendu en 1952 à 1,75 dollar le baril, laissait 1,40 dollar de bénéfice rapporté à toutes les sociétés pétrolières opérant au Moyen-Orient un profit net de 1 milliard 300 millions de dollars. Défendre le droit d'exploiter ce pétrole est évidemment le principal souci des impérialistes. Un éminent académicien, M. Jacques Chastenet, ancien directeur du

Victor LEPAGE.
(Suite page 4.)

(1) Deux sociétés anglaises, la Royal Dutch et la British Petroleum, ont chacune 23,75 % des actions de l'Irak Petroleum, un magnat anglais 5 %, une société américaine 23,75 %, et la C.F. française des pétroles 23,75 %.

AVEC une semaine de retard, dont nous nous excusons auprès de nos lecteurs, qui connaissent nos difficultés, nous reprenons notre parution.

De nombreux témoignages de sympathie, notamment sous la forme de nouveaux abonnements, sont venus nous prouver, ces derniers temps, que nos efforts continuaient à être appréciés par les travailleurs d'avant-garde. Plus que jamais, aujourd'hui, l'expression politique du marxisme révolutionnaire revêt une importance majeure. Nous sommes résolus à continuer à l'assurer, sous la forme appropriée à la situation, avec l'aide de tous nos amis.

LA VERITE.

Rappelons une fois encore à tous nos lecteurs que le meilleur moyen de nous aider, tout en étant sûr d'avoir leur journal, est de s'abonner.

LA LUTTE OUVRIÈRE

(Suite de la page 1)

bilité de Mollet, érasant ce qui est vrai, n'est pas suffisant. Parmi les dirigeants du P.C.F., un grand nombre, la majorité certainement, sont mûlisés ou des sympathisants socialistes. Nombreux... étaient les « mollettistes ». Ils ont fait grève comme les autres. C'est donc qu'il était possible, par une correcte politique de l'action ouvrière, avec une stratégie adaptée : la grève générale, de surmonter tous les obstacles. Pour cela, il fallait vouloir se battre, avec des moyens de classe, et non pas, comme les dirigeants du P.C.F. l'ont fait, subordonner tout à la politique subalterne de la défense du parlement bourgeois. Non pas voter Pflimlin, Mollet, lesquels remettaient leur pouvoir à Salan, lequel l'exigeait pour de Gaulle, mais agir.

Bien que le chiffre des contre-manifestants, le 1^{er} septembre, ait été relativement important, il est indéniable que la majeure partie des manifestants du 23 mai, qui, lui n'en peut douter, répondront « non » au référendum n'ont pas répondu à l'appel du comité de résistance contre le fascisme et les défrayages ont été insignifiants. Pourquoi ? Parce qu'il est évident que la direction du P.C.F. n'a pas voulu engager une véritable campagne pour l'unité d'action ouvrière. Aucune proposition d'unité d'action n'a été adressée aux organisations syndicales et ouvrières, dans les jours qui ont précédé le 4 septembre. De plus, l'expérience a démontré que le P.C.F., seul, même y compris la C.G.T., n'était pas en mesure de mobiliser les travailleurs. Les mouvements du 27 mai, lancés par la seule C.G.T., se sont soldés par un échec. Cela signifie que la majeure partie de la classe ouvrière, même ceux qu'induit le P.C.F., éprouve la plus grande méfiance à l'égard de la direction stalinienne. Elle comprend intuitivement qu'avec la direction stalinienne, elle ne peut s'opposer efficacement à la bourgeoisie. Ce qu'il faudrait faire, c'est en appeler à l'initiative des masses, et, par une série de propositions, naitures, leur donner la possibilité de décider, elles-mêmes et démocratiquement, les formes de la riposte ouvrière à la dictature. Des dirigeants ouvriers authentiques auraient dû adresser des propositions de Front unique aux dirigeants de toutes les organisations syndicales et ouvrières, et appeler conjointement la base à se rassembler dans les entreprises, et à envoyer des délégués à une assemblée générale ouvrière qui, le dimanche 31 août par exemple, aurait réuni les représentants de tous ces travailleurs et de toutes les organisations politiques et syndicales du prolétariat. Une telle assemblée de Front unique, Mollet l'eût sabotée, mais, étonnément, s'est passé chez les enseignants de la base « la base mollettiste ». Si elle a le sentiment de décider elle-même, et de ne pas se laisser entraîner dans une manœuvre stalinienne, est capable de « submerger » sa direction, cette assemblée de Front unique, donc, aurait eu l'autorité nécessaire pour assurer une véritable et efficace mobilisation des masses. La direction du P.C.F. ne l'a pas voulu ainsi. Le résultat, c'est que quelques dizaines de milliers de militants, en majeure partie adhérents au P.C.F., ont été isolés de l'ensemble de la classe ouvrière, livrés à peu près sans défense à la matraque policière.

FRONT UNIQUE OUVRIER OU UNION DE TOUTES LES FORCES "DEMOCRATIQUES" ?
En fait, et toute la littérature du P.C.F. le démontre, en dépit de tous les appels à l'unité, diffusés à profusion, les dirigeants stalinien sont contre le Front unique ouvrier. Au nom de l'unité, les Thorez et Cie cristallisent la division.
La politique de la direction du P.C.F. est résumée par ces quelques lignes publiées dans l'hebdomadaire « France Nouvelle » du 21 août. Un stalinien italien a écrit une étude que « France Nouvelle » fait sienne, et dans laquelle on lit : « LES FORCES ORGANISÉES DE LA DEMOCRATIE BOURGEOISE VONT DE LA GAUCHE DE LA S.F.I.O. JUSQU'AUX JACOBINS DU PARTI RADICAL, EN PASSANT PAR LES ORGANISATIONS TRADITIONNELLES DE LA GAUCHE COMME LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME, LA SEINE REPUBLICAINE, LA NOUVELLE GAUCHE, ETC. »
Ainsi, pour « France Nouvelle », la classe ouvrière est donc organisée exclusivement dans le P.C.F. et la C.G.T. et y dans ces quelques lignes une immense tragédie.
Expliquons-nous. Il ne peut être nié, par quiconque possède non seulement la plus légère culture marxiste, mais simplement un cerveau normalement constitué, que la principale force susceptible de s'opposer à la dictature est la classe ouvrière. Il est également indéniable que, si la majeure partie de la classe ouvrière vote P.C.F., toute une fraction du prolétariat se refuse à suivre sur tous les plans les dirigeants stalinien. Une faible partie suit la S.F.I.O., une autre, plus importante,

est organisée à Force Ouvrière, à la F.E.N., etc. Caractériser fausement ces organisations comme des formations bourgeois, c'est, de fait, perpétuer l'isolement du P.C.F. et de la C.G.T. L'ensemble de la classe ouvrière. Vouloir prétentivement s'arrogner le monopole de la représentation ouvrière, c'est introduire la méfiance, légitime, sur les objectifs réels que veut atteindre le P.C.F. C'est tourner le dos à tous les enseignements des événements de ces dernières années, qui ont surabondamment prouvé que le P.C.F. et la direction stalinienne de la C.G.T. étaient incapables de mobiliser l'ensemble du prolétariat qu'ils prétendent organiser, ou même la fraction de celui-ci qui, électoralement, suit Thorez et Fraillon, mais s'est refusée à s'engager dans l'action « décidée seulement par ceux-ci ».

En réalité, la direction stalinienne ne veut pas de l'unité d'action ouvrière, parce que les objectifs qu'elle s'assigne ne se situent pas véritablement sur le plan des intérêts du prolétariat. Et c'est pourquoi il lui faut rejeter politiquement dans les rangs de la démocratie bourgeoise tous ceux qui, dans le mouvement ouvrier, n'acceptent pas le stalinisme.
Le B.P. du P.C.F. cherche exclusivement l'union avec ses partenaires bourgeois du parlementarisme sur des objectifs bourgeois. Ce sont Mendès-France et Bourges-Maunoury qui ont organisé l'union, dans un article de « l'Humanité » du 29 août. Et, pour tenter de réaliser l'union avec les éléments « libéraux » de la bourgeoisie, les dirigeants du P.C.F. rivalisent leur politique au niveau du parlementarisme bourgeois, le plus plat. C'est Thorez qui déclare, dans « l'Humanité » du 3 septembre :

« IL FAUT AJOUTER QUE MEME CEUT LA CONSTITUTION DE 1946, D'UN CERTAIN COTE, NE POURRAIT PAS PERMETTRE UN DEVELOPPEMENT ASSEZ POSITIF DE LA VIE POLITIQUE FRANCAISE... D'APRES LE PROJET DE CONSTITUTION PRESENTE PAR LE GAILLE, D'UNE FACON GENERALE LE PARLEMENT NOUVEAU N'AUROIT PLUS AUCUN POUVOIR EFFICACE. LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS AUCUN POUVOIR SUR LEURS PROPRES DESTINÉES. »
Vive la Constitution bourgeoise de 1946, qui consacrait l'Union Française, maintenant dans les chaînes des millions d'esclaves coloniaux ! Quant à la capacité des élus du Parlement ancien de défendre les revendications, la paix ou la liberté, il n'est que de rappeler que le pouvoir d'achat des masses a diminué dans ces dernières années ; que par le vote des pouvoirs spéciaux, les amis de Thorez, avec ceux de Mollet, Mendès-France et ces bons républicains de la droite, ont consacré l'intensification de la guerre d'Algérie, la mobilisation des rappelés ; qu'une des premières mesures prises par le gouvernement Pflimlin investi avec les voix des députés du P.C.F. fut de détruire les 27 mois aux jeunes soldats. Quant à la défense des libertés, mieux vaut ne pas en parler. Le « Parlement républicain » a très légalement offert le pouvoir à de Gaulle.

Thorez se moque des ouvriers et, par cette politique d'union avec la bourgeoisie, double du refus de lutter pour le Front unique ouvrier, organise la défaite. Voilà la vérité, une vérité qui se dégage avec une évidence de l'article de « France Nouvelle » d'aujourd'hui. Il n'y a de sourire si l'enjeu n'était pas si grave.

« LES ELECTIONS DE 1956, pepton lire dans « France Nouvelle » du 21 août 1956, nous ont démontré D'UNE MANIERE BRILLANTE QUE LA GAUCHE DE LA BOURGEOISIE SERA IREMEDIABLEMENT BATTE EN FRANCE CHAQUE FOIS QUE'ELLE REFUSERA DE SE SOUVENIR DE LA VERITABLE PAROLE SELON LAQUELLE IL N'Y A PAS D'ENNEMI A GAUCHE. »

Le style, c'est le stalinisme. Admettons que le style de « D'UNE MANIERE BRILLANTE ». Mais les élections de 1956 ont démontré exactement le contraire ! Quand les partis ouvriers font alliance avec la « gauche » de la bourgeoisie, sur le terrain de la démocratie bourgeoise parlementaire (parti radical soldisant représentant des classes moyennes), ils amènent la défaite ouvrière. La victoire « électoral » de 1956, constatant l'alliance de Blum et Thorez sur Daladier, a également entraîné la défaite en 1938-39, et le mort de ce Parle-ment, si estimé par Thorez et Cie.

D'autres questions se posent, car, dans tous les domaines : défense des libertés ouvrières et démocratiques, alliance du prolétariat et de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, la ligne du P.C.F. est contraire à une juste orientation de mobilisation des masses contre la dictature. Ce sera le thème d'un prochain article.

Ce que veut le peuple Malgache

La rédaction de la Vérité a reçu, comme ses confrères, la lettre ci-dessous de J. Raseta :

Cannes, le 18 juillet 1958.

Monsieur,

Le 18 juin dernier, j'ai adressé une lettre à M. le général de Gaulle, président du Conseil, lui demandant une entrevue pour me permettre de lui expliquer le problème de Madagascar qui ne se trouvait qu'ébauché dans ma lettre.

Je vous prie, Monsieur, de bien vouloir publier cette lettre (cjointe) dans votre journal et d'agréer mes salutations distinguées.

Voici le texte de la lettre adressée à de Gaulle par le représentant authentique de l'héroïque peuple malgache :

Monsieur le Président du Conseil,

C'est un homme qui fut, de 1945 à 1947, député aux deux assemblées constituantes et à la 1^{re} législature et qui se considère toujours comme le représentant valable et authentique de Madagascar qui se permit de vous écrire.

Rallié moralement à la France libre, j'étais interné sous Vichy et ne fus libéré qu'à l'arrivée des troupes alliées (anglo-gaullistes) à Tananarive, au début de 1943.

Au nom de la devise : « Liberté - Egalité - Fraternité », j'ai lutté et lutte encore contre les abus et les privilèges qui régnaient et régissent toujours dans la Grande Ile, privilèges que vous avez dénoncés dans vos récentes déclarations. J'avais saisi l'Assemblée nationale de ces iniquités avec des faits précis et exacts à l'appui. Malheureusement, elle n'en a pas tenu compte.

Porte-parole du peuple malgache, je réclama la restauration de la souveraineté nationale de Madagascar qui fut ravie par la force des armes ; je fus, comme vous, condamné à mort. Cette peine commuée en déportation perpétuelle, je fus interné, avec d'autres patriotes malgaches, durant huit ans et demi, dans une enceinte fortifiée à Tananarive, puis aux Comores, et enfin à Calvi (Corse), par la IV^e République — alors que ce furent les principes immortels de liberté et de

dignité humaine qui m'inspirèrent, principes dont vous êtes le défenseur dans vos derniers discours.

Respectueux du suffrage universel qui serait la base de la prochaine et nouvelle constitution que vous allez élaborer, compréhensif des révoltes morales que vous jugez comme des actes de courage, vous ne pouvez pas, Monsieur le Président du Conseil, ne pas me considérer comme le représentant d'un peuple qui continue à me manifester sa confiance.

C'est à ce titre que je souhaiterais m'entretenir avec vous pour l'intérêt mutuel de nos deux peuples, notamment sur les points suivants :

- 1 Amnistie pleine, entière et immédiate de tous les condamnés politiques à la suite des événements de 1947-48 ; Condition préalable et indispensable pour l'apaisement des esprits à Madagascar, réclamée par le peuple malgache tout entier et demandée par l'Assemblée représentative à l'unanimité de ses membres, ainsi que par le conseil de gouvernement de Madagascar, mais repoussée par l'Assemblée nationale française dont le vote constitue une monstruosité dans les annales parlementaires et a causé une grande amertume au peuple malgache et à de nombreux Français à Madagascar ;
- 2 Abrogation de la loi d'annexion du 6 août 1896, qui a fait de Madagascar une colonie française, en dépit du traité conclu entre le gouvernement de l'Etat malgache et le gouvernement de la République française, et que cette dernière a dénoncé unilatéralement au mépris du droit international ;
- 3 Statut futur de Madagascar : De ce qui précède et en conformité au préambule de la constitution de la IV^e République, il importe, pour satisfaire les aspirations légitimes du peuple malgache, d'ouvrir des négociations directes avec les représentants authentiques et valables de Madagascar, en vue de la restauration de sa souveraineté nationale et de l'examen des nouveaux rapports de l'Etat malgache avec la République française.

Nous voulons bien construire un avenir meilleur et heureux, fait de compréhension, de confiance et d'amitié avec tous les peuples, avec la France en particulier.

Dans l'espoir que vous consentirez à faire droit à ma requête, pour me permettre de préciser certains points qui ne se trouvent qu'ébauchés dans la présente lettre.

Je vous prie, Monsieur le Président du Conseil, de bien vouloir agréer l'assurance de mes sentiments distingués et patriotiques.

Joseph RASETA

Ancien député de Madagascar assigné à résidence dans le département des Alpes-Maritimes.

Ils voteront oui...

(Suite de la page 1)

LA HIERARCHIE POUR LE OUI

Mgr Chappoulié appelle à voter OUI. Le journal *La Croix* même campagne pour le OUI. Quelle signification la hiérarchie donne-t-elle à son OUI ?

Le cardinal Gerlier, à Lourdes, a déclaré :

« Il serait singulièrement grave à l'heure où nous sommes de laisser mettre en péril l'unité nationale... Tel est le problème de la laïcité de l'Etat... qui peut être entendue en des sens très différents... Nous ne pourrions que nous élever de toutes nos forces si la laïcité devenait un système de gouvernement politique qui imposerait cette conception aux fonctionnaires, aux écoles de l'Etat, à la nation entière. » (*La Croix*, 23 août).

C'est clair, le goupillon est pour le OUI pour supprimer la laïcité des écoles de l'Etat !

LES PAROLES HISTORIQUES

M. Pflimlin, au Conseil National du M.R.P., appelle à voter « OUI, virilement ! ».

Sans commentaires.

Comment de Gaulle

Nous reproduisons ci-dessous extraits de la brochure de Robert Langlade (1) : le premier rapporte le ralliement au général de la bourgeoisie libérale et de ses maîtres à penser du Monde. Le second montre la volonté de combat des masses se heurtant à la trahison des mollettistes et à la politique de démobilitation de la direction du P.C.F., lors de la manifestation du 23 mai et de la grève générale des enseignants du 30 mai — cette grève générale que les « Cahiers du Communisme » ont délibérément dans la chronologie des événements du 13 mai au 1^{er} juin qu'ils publient dans leur numéro de juillet.

LE "MONDE" PREND LE TOURNANT

« LE MONDE » fut, des années durant, le grand journal « indépendant » de la bourgeoisie libérale ; hostile en son temps (qui fut tardif) à la guerre d'Indochine, hostile à la C.E.D. et à l'émigration forcée, hostile aux excès de la guerre d'Algérie... Il était naturel que « Le Monde » soit dès le début hostile au coup d'Alger.
Il le fut, et comme dans toutes les occasions importantes, son directeur, Hubert Beuve-Méry, alias Sirius, prit, dès le 14 mai, le ton du justicier pour condamner la « folie plus grande encore de ceux qui n'ont pas craint de jouer avec le feu et de transférer, de longue date, avec les émetteurs d'aujourd'hui, »

Folie de ces ultras qui croient pouvoir défer la Métropole et avec elle le monde entier sans perdre irrémédiablement tout ce qu'ils prétendent sauver.

Folie de ces militaires qui croient pouvoir s'inspirer de

l'aventure franquiste sans se mettre, en fait, au service du Kremlin...

En face de cette dangereuse folie, notre Démosthène en appelle... au Parlement, au gouvernement :

« Que le Parlement, rommant enfin avec ses habitudes, mesure le danger, appelle d'une majorité massive un gouvernement d'hommes résolus à faire respecter partout et par tous la légalité républicaine, et le Comité de salut public qui régit à Alger sur les bâtiments du Gouvernement général sera bientôt rendu à ses vraies dimensions. »

« ... Investi de responsabilités éerasantes, M. Pflimlin doit faire face et y paraît résolu. »

Quant au général de Gaulle, à cette étape, Sirius le somme de « faire savoir sans aucun retard s'il condamne ou s'il admet le geste des émetteurs. »

Le général parle le 15. Dans « Le Monde » daté du 17, Sirius est effondré :

« En parlant comme il l'a fait, il a multiplié les risques et compromis l'espoir de salut que beaucoup, pressés par la nécessité, voulaient encore mettre en lui. »

« De quels risques s'agit-il ? Sirius le précise en soulignant que de Gaulle a placé « les représentants de l'autorité publique et avec eux tous les Français » dans l'alternative :

« Ou se rallier au général de Gaulle et à la dissidence algérienne qu'il couvre de son autorité morale ; ou faire front à une entreprise de caractère illégal et révolutionnaire... »

« Douze jours plus tard, Hubert Beuve-Méry a fait son choix :
« Aujourd'hui, dans l'immédiat, quelque réserve que l'on puisse faire pour le présent, et plus encore pour l'avenir, le général de Gaulle apparaît comme le moindre mal, la moins mauvaise chance. »
Ces lignes paraissent dans « Le Monde » daté du 29 mai ; c'est dire qu'elles ont été écrites quelques heures avant la démonstration populaire du 28. Mais les démonstrations populaires sont pour le directeur du « Monde » des démonstrations, sans incidence sur ses décisions et celles de sa classe. A cette heure, la bourgeoisie, tout entière, a choisi, et Sirius sait bien que P.C. et P.S. encore sont suffisamment forts pour empêcher que les « démonstrations » débordent le cadre prévu.

(1) R. Langlade : « Comment de Gaulle a pris le pouvoir ». Envoi franco contre 200 francs au C.C.P. S.P.E.L. 6032-01 Paris.

LE GÉNÉRAL EN AFRIQUE

(Suite de la page 1.)

millé des populations africaines, sur l'importance de ces faits.

La nouvelle constitution, et plus particulièrement en ce qui concerne les rapports entre la bourgeoisie métropolitaine et les territoires colonisés, est un véritable château de cartes. C'est l'Union française de 1946 améliorée, mais améliorée dans les mots, non dans les faits.

De Gaulle, parlant à Brazzaville, déclare : « Ce qui est proposé, c'est que la métropole et les territoires d'outre-mer forment ensemble une communauté dans laquelle, je le répète, chacun aura le gouvernement libre et entier de lui-même, et dans laquelle on mettra en commun un domaine qui, dans l'intérêt de tous, comprendra la défense, l'action extérieure, politique, économique, la direction de la justice et de l'enseignement et les communications lointaines. »

En d'autres termes, l'indépendance que la V^e République offre aux peuples d'Afrique, c'est la quasi autonomie des tramways et de la voirie. Pour le reste, c'est d'ordre tout, ces peuples ne sont pas suffisamment « grands » pour s'occuper des affaires sérieuses. Celles-ci resteront donc de la compétence de la métropole, c'est-à-dire de l'état impérialiste continuant à exploiter et opprimer les peuples d'Afrique.

Reste la question de la « sécession ».

Après avoir « offert » aux peuples africains une indépendance modeste réduite, de Gaulle a voulu se payer d'audace en déclarant à Conakry : « Je dis ici plus haut encore qu'ailleurs que l'indépendance est à la disposition de la Guinée. Elle peut la prendre le 28 septembre en disant « non » à la proposition qui lui est faite et, dans ce cas, le garantiss... »

Ces paroles ont fait se pâmer d'aise tous les gaullistes et néogaullistes de tout poil pour leur soi-disant hardiesse « révolutionnaire ». Ainsi Bidet, dans « Le Populaire », écrit-il : « Peut-être se peut-il aller jusqu'aux conclusions d'aujourd'hui. Hier, combien de ceux qui l'approuvent maintenant — et l'approuvent à juste titre ! — auraient crié au scandale si tout autre que lui avait osé ce qu'il ose avec sagesse et très judicieusement. »

Mais l'article 86 de la constitution proposée traite de la possibilité d'une éventuelle sécession. A Brazzaville, M. Cornu-Genille, au

cours d'une conférence de presse, commentait cet article 86 en déclarant : « Sur demande des Assemblées et après approbation par référendum de l'Etat intéressé, un Etat pourra sortir de la communauté. Le vote du parlement français et du sénat fédéral sera préalablement nécessaire. »

Ainsi, de Gaulle a promis à Conakry, mais la constitution qu'il propose, commentée par les propos du ministre de la France d'Outre-Mer que nous rapportons plus haut, se dément d'un jour singulier lesdites promesses.

Aussi, quand M. Sékou Touré déclare à Conakry : « Pour que nous votions la constitution, il faut qu'elle précise, non seulement dans son préambule, mais dans son texte même, le droit des peuples d'outre-mer à l'indépendance sans restrictions », il dément les propos du général.

Mais encore plus que cela, son langage sans équivoque est une grille à tous ces notables qui, de Tananarive à Dakar, n'ont fait que courbettes aux autorités constituées, rivalisant de platitude, s'excusant dans des termes innombrables des incidents de Conakry et d'ailleurs, les qualifiant de « regrettables ».

Quand M. Tsiranana parle de son cœur et de sa raison, faisant taire le premier pour pouvoir dire, avec la seconde, « oui » à la constitution gaulliste, il exprime bien à sa manière, négative, le sentiment des populations malgaches en faveur de l'indépendance.

Quand messieurs d'Arbousier et Houphouët-Boigny prétendent que tout est réglé parce que de Gaulle a parlé, c'est M. Sékou-touré qui répond, se faisant le porte-parole de tous les peuples d'Afrique.

M. Tsiranana, évoquant son cœur qui serait pour l'indépendance, pense-t-il à cet homme, condamné, exilé, déporté loin de sa patrie, qui déclarait, le 18 juin 1958 : « De ce qui précède et en conformité au préambule de la constitution de la IV^e République, il importe, pour satisfaire les aspirations légitimes du peuple malgache, d'ouvrir des négociations directes avec les représentants authentiques et valables de Madagascar, en vue de la restauration de sa souveraineté nationale et de l'examen des nouveaux rapports de l'Etat malgache avec la République française ? »

Tananarive, Brazzaville, Abidjan, Conakry, Dakar, et pour finir Alger. Alger, ce fut bien différent. Le peuple algérien n'était pas là, et

pour cause. La guerre, les camps, les prisons. Que sont devenues les manifestations prétendument « spontanées » du mois de mai ?

Car s'il est vrai que les peuples d'Afrique ne sont pas prêts à se satisfaire de mots, le peuple algérien a une expérience de près d'un siècle et demi de domination colonialiste et de pratiques électorales à la mode... « algérienne ».

Le M.N.A. s'est prononcé contre le référendum ; le F.L.N. également.

De partout se lèvent les peuples pour secouer le joug colonialiste. De Gaulle le sait. Son calcul consiste à dévier cette volonté émancipatrice par une digue de mots trompeurs. Mais le déclin de l'impérialisme français est un phénomène irréversible. De Gaulle peut en ralentir le processus, il ne peut l'arrêter. Il lui est plus facile de faire une bonne constitution à sa mesure

que de rattraper ce retard historique.

Le développement impétueux du mouvement ouvrier dans toutes les ex-colonies françaises d'Afrique, le rôle joué à Dakar par le jeune Parti Africain de l'Indépendance, qui se réclame du socialisme scientifique, tout cela mine les plans gaullistes d'une alliance entre l'impérialisme français et les classes privilégiées indigènes, au prix de quelques concessions à ces derniers, contre le développement du mouvement des masses.

Il ne se passera pas longtemps avant que les peuples d'Afrique Noire n'aient la parole et n'inscrivent dans l'action leur volonté de vivre. « Nous préférons la pauvreté dans l'indépendance à la richesse dans l'esclavage » ; ces mots de M. Sékou Touré résonnent et résonneront dans toute l'Afrique et au-delà.

VOTER NON

(Suite de la page 1)

craindre : passer pour des défenseurs de la défunte Quatrième. Et pourtant c'est bien ce régime parlementaire corrompu qu'ils défendent avec le constant escamotage de la volonté populaire que celui-ci implique. Certains d'entre eux même, en pleine fiction, ont réussi le tour de force de reconstituer, mais cette fois sans perspective aucune, le « Front Républicain » de triste mémoire sous la forme de « l'Union des Forces Démocratiques ». On ergote sur la lecture de la Constitution, mais on salue le « libérateur », on veut opposer bonne à mauvaise Constitution.

Le rôle des partis ouvriers devrait être de dénoncer ces équivoques, de donner à la bataille du NON son caractère de classe tout en précisant ses limites. C'est tout le contraire qu'ils font. Passons sur les NON de plus en plus assourdis venant des rangs de la S.F.L.O. qui risquent bien, pour beaucoup, de ne pas être entendus en dehors de la salle du Congrès. De son côté, le Parti Communiste Français joue le jeu, se situe sur le terrain de la bourgeoisie, et n'offre d'autre perspective que celle d'une victoire de la « gauche » — du même genre que celle du 2 janvier 1956, sans doute ? C'est, ainsi qu'à Montreuil, Maurice Thorez déclarait que le NON signifiait une volonté de « RAJENNESEMENT DE NOS INSTITUTIONS » (?)

Pour nous, il ne s'agit pas d'opposer constitution bourgeoise à constitution bourgeoise, de chercher à résoudre ce problème insoluble : trouver une constitution bourgeoise qui soit « bonne » pour les ouvriers. Nous ne voulons pas établir un « contrat » avec l'aile de la bourgeoisie représentée par Mendès-France qui joue le Front Populaire. Nous ne pleurons pas sur la IV^e République.

Nous appelons à résister à toutes les atteintes que l'on veut porter aux libertés syndicales et politiques de la classe ouvrière, nous appelons la classe ouvrière à lutter contre toute limitation de son droit à s'organiser, contre toute atteinte à ses conquêtes politiques et syndicales. Dans le cadre de cette lutte, nous appelons à voter NON le 28 septembre.

Nous dénonçons la Constitution que l'on veut imposer et qui, pour l'essentiel, est dirigée contre la classe ouvrière, destinée à faciliter l'offensive menée contre elle, comme en témoigne, dès les premières lignes, le fameux article 4 qui permet la dissolution pure et simple de toute organisation « gênante ».

Il s'agit, en faisant adopter ce projet réactionnaire, de plébisciter de Gaulle et, ce faisant, d'assoir plus solidement le pouvoir issu du 13 mai, de donner les mains libres à l'aile marchante de la bourgeoisie pour frapper le mouvement ouvrier, pour s'en prendre à ses libertés les plus

élémentaires. Le référendum et sa préparation ne constituent qu'une étape qui marquera sans doute la fin de la période transitoire encore confuse que nous vivons depuis le 1^{er} juin. Il s'agit d'une étape dans l'offensive générale que la bourgeoisie mène depuis qu'elle a repris l'initiative. Nous ne voulons pas semer d'illusions : renverser la situation exigera bien des combats, la trahison des « grands » partis ouvriers se paiera cher. Mais cette offensive, dès maintenant, il est possible de l'entraver sérieusement. Et, en ce sens, voter NON le 28 septembre, ce n'est pas seulement accomplir par principe un geste rituel, c'est faire œuvre utile. Un vote massif de la classe ouvrière en faveur du NON sera un camouflet aux prétentions du général-président « d'être au-dessus des classes », il témoignera de l'unité de la classe ouvrière, de sa conscience, de sa volonté de ne pas se laisser imposer le régime voulu par les colonels et les fascistes d'Alger.

Le référendum n'est qu'une étape, mais la manière dont cette étape aura été franchie pesera sur la suite des événements — et, de ce point de vue, on ne saurait surestimer l'importance du vote du 28 septembre.

La bataille du NON est une bataille limitée, sur un terrain qui est en fait celui de l'adversaire, mais c'est une bataille réelle que l'on ne peut séparer de la lutte d'ensemble. A travers cette bataille, il faut viser à organiser, dans les meilleures conditions possibles, la résistance ouvrière, préparer les positions qui permettront la contre-offensive.

La campagne pour le NON doit être l'occasion pour les militants révolutionnaires de réaliser partout l'unité de ceux qui refusent de Gaulle, qui refusent de voir le mouvement ouvrier capituler, et de chercher à donner à cette unité des formes permanentes d'organisation. La campagne pour le NON doit aussi permettre d'avertir le plus largement possible l'opinion ouvrière de la gravité de la situation, de la nécessité de se préparer à une lutte longue et acharnée pour préserver les conquêtes des travailleurs — et cela quels que soient les résultats du référendum.

Aussi, le P. C. I. s'engage-t-il dans la bataille du NON sans illusions mais sans aucune réserve. Il fera tout, et il appelle chaque militant révolutionnaire à tout faire, pour que le 28 septembre le maximum de travailleurs votent NON.

Car voter NON, c'est dire :

NON au pouvoir personnel, NON à l'Etat Fort, NON à toute atteinte portée aux droits politiques et syndicaux, à toute restriction des libertés fondamentales d'expression, d'organisation, de manifestation, NON au blocage des salaires et à la misère, NON à la guerre d'Algérie.

Notes sur la situation économique et sociale de la France

« LES ECHOS », 2 sept. 1958.

Les carnets de commande semblent moins froids qu'il y a un an. **HABILLEMENT** : les commandes de rentrée, en moyenne générale, demeurent inférieures d'un moins 10% à ce qu'elles étaient à la même époque.

APPAREILS ELECTRO-MENAGERS, RADIO, TELEVISION : diminution des commandes de 10 à 20 %.

AMEUBLEMENT : diminution de 5%.

AUTOMOBILE : carnets de commandes moins bien fournis que l'année dernière.

IMMOBILIER : crainte d'une grave récession dans ce domaine ; les demandes d'achat d'appartements neufs ont diminué de 5 à 20 %.

ALIMENTATION : aménagement de la consommation de fruits et légumes frais, consécutif à la cherté des prix.

★

« LE MONDE », 30 août 1958 : la crise charbonnière s'aggrave en Europe ; en dépit du chômage, les stocks augmentent.

★

« FINANCE », 7 août 1958 : le ralentissement du commerce intérieur crée une menace pour l'autisme ; la sidérurgie a ses carnets de commande moins chargés.

Si l'on tient compte de l'opération 20%, les exportations ont en réalité diminué pour le premier semestre 1958 par rapport au premier semestre 1957. Leur volume est passé de 20.000 tonnes pour les six premiers mois de 1957 à 19.320 tonnes en 1958, soit une régression de 6,2 % en tonnage.

Les prix alimentaires ont monté de 23 % en un an.

Le volume des ventes s'est réduit au cours du premier semestre 1958, tant dans l'alimentation que dans les appareils ménagers, le meuble, la chaussure, le vêtement, la quincaillerie.

(Suite page 4)

a pris le pouvoir

Et c'est pourquoi Sirius soudain condamne « le régime des partis » :

« Une droite qui n'a cessé de torpiller les gouvernements... Au centre, des partis hantés par le souvenir du 10 juillet 1910, prêts à brandir jusqu'à l'absurde (?) le drapeau de la légalité républicaine. A gauche, une poussière d'hommes qui ne peuvent défendre « les libertés sacrées de la nation » qu'en s'unissant aux communistes, dont nul n'ignore ce qu'ils en feraient. »

Dès lors, la bourgeoisie libérale se reconnaît dans « le Sauveur ». Le 31 mai, Sirius dit sa satisfaction du 28 mai :

« La manifestation populaire a été puissante et disciplinée. Mieux que des grèves sporadiques et irritantes, elle a montré que le peuple de Paris était toujours là... et sa satisfaction des concessions formelles faites par le général dans sa réponse à Auréli :

« La statue, tout à coup, a bougé. Le marbre s'est humanisé. L'inflexible a daigné s'expliquer... »

L'espoir est né : pas de « guerre civile », pas de rupture de « l'Unité nationale... » Quelques inquiétudes subsistent, que le temps va dissiper.

Le 3 juin, après le vote d'investiture, Sirius s'en prend à ses amis de la bourgeoisie libérale — Pierre Mendès-France et consorts — qui « ont refusé la confiance tout en souhaitant un succès dont, par là-même, ils n'étaient pas éventuellement ».

Sirius y voit « une de ces pauvres astuces qui ont dégradé et finalement perdu la IV^e République », à quoi il oppose l'image soudain hiératique du sauveur, du sage : « Six mois, c'est peu pour châtier les plus complices... Que ce temps, du moins, ne soit pas gaspillé en vaines discussions... »

« Le général de Gaulle a fait siens, solennellement, les principes constitutifs de toute démocratie parlementaire. Dans le cadre des délais et des limites qu'il a acceptés, il a droit au concours loyal de ses concitoyens. »

La boucle est fermée : au rythme même de ce gouvernement dont il réclamait fermeté et résistance, le directeur du « Monde » est passé de l'opposition violente à l'enthousiasme du converti. Ce faisant, il a apporté sa pierre à la campagne de presse qui, à partir du 25 mai, a cherché à persuader l'opinion que les dés étaient jetés,

qu'il n'y avait d'autre solution que de s'incliner devant l'ukase. Campagne de peur dont le journaliste Beuve-Méry avait intelligemment prévu l'éventualité... le 11 septembre 1948 :

« Personnellement, il m'a toujours semblé que les regrettables efforts du général de Gaulle pour reconquérir le « pouvoir sans reculer devant les moyens démagogiques » qu'il condamne si fort chez les autres aboussaient « plutôt à l'en éloigner. Il a ainsi malgré lui... prolongé « les jours du régime parlementaire agonisant. Mais ne « pourrait-on se trouver bientôt en présence d'une carence « à peu près totale, d'une de ces conjonctures où le « pouvoir n'est plus pour les parlementaires qu'une sorte « de machine infernale abandonnée au centre d'un grand « cercle de peur ? »

(Une Semaine dans le Monde.)

★

Les retournements de M. Benve-Méry n'auraient que valeur anecdotique s'ils ne comportaient une leçon pour le présent — et pour l'avenir. Si « libéral » soit-il, en dernière analyse, dans les moments décisifs, un homme politique bourgeois rejoint sa classe... Avis à ceux qui croient pouvoir appuyer leur lutte contre de Gaulle sur d'autres bourgeois libéraux que les circonstances ont laissés — momentanément peut-être — dans l'opposition.

(Le 2ème extrait au prochain n°)

Robert LANGLADE

COMMENT DE GAULLE A PRIS LE POUVOIR

1 brochure 200 francs franco
C. C. P. S. P. E. L. 6032-01 PARIS

AU PROCHE ET MOYEN-ORIENT

(Suite de la page 1.)

« Temps » (« Le Monde » successeur), a pu écrire de la partie serrée qui se joue au Moyen-Orient : « L'ENJEU N'EST RIEN DE MOINS QUE CE QUI RESTE LA-BAS A L'OCCIDENT D'INFLUENCE POLITIQUE, MORALE ET ECONOMIQUE. »

La morale du portefeuille ! En vérité, traduits dans une langue moins camouflée, les événements d'Irak posent directement le problème de la domination impérialiste dans tous les pays arabes. Hors l'expropriation sans indemnité ni rachat des monopoles impérialistes et le retour de leurs richesses à la Nation, il n'y a non seulement pas de possibilité d'arracher des dizaines de millions d'hommes à la misère et à l'ignorance, mais également pas de réelle indépendance nationale possible.

Tous les leviers économiques des pays arabes — industrie, grand commerce — sont étroitement contrôlés par des groupes bancaires rattachés directement ou indirectement aux banques américaines ou européennes : ainsi en est-il de 40 banques à Beyrouth, 15 au Caire, 10 à Bagdad. La British Bank of the Middle East, par exemple, a une activité qui s'étend de Bombay à Tripoli et Benghazi en Lybie ; elle a ouvert une succursale à Tunis, trois au Liban, trois à Bagdad, une à Aden, des agences à Bahrein, Koweït, Basra en Arabie Séoudite, etc., et draine, avec d'autres banques anglaises et américaines, toute la substance économique des pays du « Middle East ».

L'expropriation des banques contrôlées par les impérialistes américains, anglais et français, l'expropriation des grandes sociétés pétrolières étrangères, la distribution gratuite de la terre à ceux qui la travaillent, ces problèmes sont à la base de tous les événements du Proche et Moyen-Orient (et de ceux d'Afrique du Nord) et fournissent les puissants motifs de l'insurrection irakienne.

L'IMPERIALISME AMERICAIN, BASTION DE LA CONTRE-REVOLUTION

Un article du « MONDE DIPLOMATIQUE » le dit fort bien :

« IL ETAIT EVIDENT QUE LE DEBARQUEMENT DES FUSILIERS AMERICAINS AU LIBAN ET L'ARRIVEE DES « BERETS ROUGES » BRITANNIQUES EN JORDANIE ETAIENT SURTOUT DESTINES A AFFRONTER LA NOUVELLE SITUATION CREEE A BAGDAD. »

En effet, toutes les informations limitées et filtrées qui parviennent d'Irak tendent à prouver que le renversement du gouvernement Noury Saïd, plat valet de l'impérialisme, par l'aile bourgeoise et petite bourgeoisie conduite par l'armée, s'est doublé d'une montée populaire qui dresse confusément son propre programme anti-impérialiste.

Dans une série d'articles publiés par « Le Monde » du 20 août 1958, on lit ces lignes, combien éloquentes :

« La rue bouge, et les mouvements de la rue font trembler les bourgeois et inquiètent le gouvernement. Il n'est pas de jour que les manifestations n'occupent les artères de Bagdad. Elles sont pacifiques et toutes joyeuses, suivant la terminologie officielle. A l'appel du ministre de l'Intérieur, un vendredi, les paysans les plus déshérités de l'Irak, ceux des grands domaines de Kut et Amara, occupent Bagdad, qu'ils ont gagné de nuit à bord d'imprévisibles autobus campagnards. Femmes portant le tatouage de tribus au visage, le nez orné d'anneaux d'argent, les chevelures nues encadrées de métal, rudes travailleurs des champs, aux vêtements déchirés, qui ont pour un jour abandonné leur hoyau, enfants courant pêle-mêle au milieu de cette foule misérable, tous appellent aux élégants effendis des villes leur exis-

tence. Hébétés, le ventre creux, ils errent toute une journée dans les boutiques de la capitale, qui ont baissé leurs rideaux de fer par prudence... A Bagdad, on affirme que le problème de la réforme agraire est étudié par une commission d'experts et que toute spéculation sur ladite réforme serait prématurée... »

Le nouveau gouvernement Kassem s'efforce d'endiguer les revendications des masses en biaisant et en rusant. Une des premières manifestations de ce gouvernement n'a-t-elle pas été de garantir les investissements étrangers et, en particulier, de signer un accord avec l'Irak Petroleum Cy ?

La marge de manœuvre de l'impérialisme américain est contenue dans des limites étroites, marquées par deux actes : d'une part, reconnaissance extrêmement rapide du nouveau gouvernement — le roi Fayçal et Noury Saïd inscrits au compte profits et pertes — ; d'autre part, et avant toutes choses, les impérialistes américains envoient des Marines au Liban. M. Foster Dulles, après le débat à l'O.N.U. et malgré le vote unanime d'une résolution recommandant au Secrétaire général de l'O.N.U. d'étudier les moyens de réaliser le retrait des troupes américaines du Liban et anglaises de Jordanie, n'a pas manqué de manifester son scepticisme :

« LES PROBLEMES DONT ON SE PROFONDEMENT RACINES. ILS ONT », a-t-il déclaré, « DES ASPECTS EXPOSITIFS, LESQUELS PEUVENT RESERVER DES SURPRISES A CHAQUE MOMENT. »

Sous-entendu : nous resterons pour défendre les positions impérialistes contre les masses révolutionnaires, dont les aspirations, à l'arrière-plan de la scène, rendent extraordinairement fragiles, malgré les apparences, les gouvernements qui se refusent à satisfaire leurs besoins.

INDEPENDANCE POLITIQUE ET INDEPENDANCE NATIONALE

L'impérialisme américain était prêt, il l'est encore, à appuyer le pouvoir politique des bourgeoisies nationales dans la mesure où celles-ci sont susceptibles de préserver les positions économiques de l'impérialisme sur leur territoire. Mais la pression révolutionnaire des masses heurte de front les Etats indépendants de cette région du monde. Derrière l'aspiration à l'unité arabe se dresse une réalité qui n'est pas simplement de nature religieuse et sentimentale. Les Etats-Unis du Proche et du Moyen-Orient sont une nécessité aussi impérieuse pour assurer la liberté et le bien-être que l'expropriation des féodaux, des banques et sociétés impérialistes. Toutes les revendications marchent d'ailleurs de pair. Les pas timides effectués par Nasser dans la voie de l'unité arabe ne peuvent aller très loin, dans la mesure où, dans son propre pays, l'Egypte, il a laissé intactes toutes les positions des féodaux et des impérialistes, tout en s'assurant pour le moment une indépendance politique réelle. Appuyer l'indépendance politique à condition que celle-ci ne se double pas de l'indépendance nationale réelle (expropriation révolutionnaire de l'impérialisme), telle voudrait être la politique de Wall-Street au Proche et Moyen-Orient. M. Murphy ne déclare-t-il pas que « LE NATIONALISME ARABE N'EST PAS UNE THEORIE, MAIS UN FAIT DONT IL FAUT TENIR COMPTE. SI ON LUI PRETE CONVENABLEMENT ATTENTION ET SI ON LUI IMPOSE CERTAINES LIMITES, IL NE DEVRAIT PAS ETRE DANGEREUX ». Autant vouloir résoudre la quadrature du cercle ; et c'est pourquoi le même Murphy, prêt à reconnaître un nationalisme arabe garantissant les privilèges des magnats du pétrole, a exercé cette pression dont l'hébdomadaire anglais « The Economist » se fait l'écho : « M. MURPHY N'A

CERTAINEMENT PAS CHOISI, AU LIBAN, LE GENERAL CHEHAB COMME PRESIDENT, QUOIQUE LE GENERAL CHEHAB SOIT LE CANDIDAT LE PLUS ACCEPTABLE POUR LES AMERICAINS. »

La politique de Nasser également évolue dans des limites étroites : contenir les masses, tout en s'efforçant d'occuper des positions plus importantes dans le domaine réservé à l'impérialisme, est une tactique difficile et à échéance plus ou moins longue impossible à réaliser. La résolution de l'O.N.U., présentée par les pays arabes, votée par le représentant égyptien, témoigne des difficultés de Nasser.

L'ACCORD RUSSO-AMERICAIN A L'O.N.U.

A la surprise générale, Russes et Américains se sont ralliés à la résolution arabe sur les événements du Moyen-Orient. En réalité, dans son discours, Eisenhower, justifiant l'intervention au Liban, tendait une perche que les bureaucrates contre-révolutionnaires siégeant à Moscou étaient en mesure de saisir :

« UN PRINCIPE COMMUN, a-t-il déclaré, A GUIDE LA POSITION DES ETATS-UNIS A L'OCCASION DE TOUTS CES EVENEMENTS (Iran, Grèce, Turquie, Corée, etc.). CE PRINCIPE ETAIT QUE TOUTE AGRESSION DIRECTE OU INDIRECTE DEVRAIT ETRE STOPPEE AVANT QU'ELLE ACQUIERE UNE PUISSANCE SUFFISANTE POUR NOUS DETRUIRE TOUS — L'AGRESSEUR AUTANT QUE LE DEFENSEUR. C'EST CE PRINCIPE QUI A ETE UNE NOUVELLE FOIS APPLIQUEE QUAND NOUS AVONS REPONDU AUX APPELS DES GOUVERNEMENTS DU LIBAN ET DE LA JORDANIE. »

En Grèce, en particulier, la bureaucratie soviétique a laissé les impérialistes anglais et américains écraser la révolution (Markos) et ses partisans liquidés ensuite par Staline. La référence est claire : vous, bureaucrates du Kremlin, « agresseurs », et nous, magnats de Wall-Street, « défenseurs », nous avons un égal intérêt à lutter contre la révolution qui abolirait vos privilèges à vous et nos propriétés privées à nous. Non seulement en Grèce, mais en France en 1944 et ensuite en Hongrie et ailleurs, en dépit des antagonismes inconciliables du système soviétique et de l'impérialisme, la caste parasitaire qui domine l'U.R.S.S. a réalisé l'accord contre-révolutionnaire avec les U.S.A. Au Proche et Moyen-Orient, la même entente s'est réalisée car, pour Khrouchtchev (comme pour Thorez), l'heure n'est nulle part à la révolution (2) qui liquiderait le pouvoir de la bureaucratie. Le défenseur de l'ordre bourgeois, Chastenot, comme le journal anglais « l'Observer », ont éclairé avant le vote unanime de l'O.N.U. la portée et la nécessité de celui-ci.

Chastenot écrit : « LES OFFICIERS DE TYPE NASSERIAN, TOUT EN ETANT VIOLEMMENT NATIONALISTES, NE SONT EN GENERAL NULLEMENT COMMUNISTES (LE COMMUNISME EST HORS LA LOI EN EGYPTE). L'UNION SOVIETIQUE NE DESIRE PAS LA GUERRE... NE POURRAIT-ON, PARTANT DE LA, DEGAGER LES GRANDES LIGNES D'UNE POLITIQUE REALISTE ? RECONNAISSANCE DU FAIT NATIONALISTE ARABE. NON-OPPOSITION A L'ETABLISSEMENT DE GOUVERNEMENTS MOINS ARCHAÏQUES QUE LES

(2) Il n'en reste pas moins que si l'instabilité générale que démontrent les événements d'Irak mine les positions stratégiques de l'impérialisme américain (pacte de Bagdad, rampes de lancement), le fait que l'armée américaine a pris pied directement au Liban peut représenter, à échéance, une menace renforcée contre l'Union Soviétique. Analyser cet aspect de la situation sortirait du cadre du présent article.

GOUVERNEMENTS ACTUELS D'ARABIE SEOUDITE ET DES SULTANATS DU GOLFE PERSIQUE, ETC. » Le tout en recherchant un accord global entre l'Occident impérialiste et la bureaucratie soviétique.

Et « l'Observer » du 10 août 1958 :

« LES TROUBLES (au Proche et Moyen-Orient) JAILLISSENT DES FORCES INTERNES DE CES PAYS... SANS ACCORD ENTRE TOUS LES PAYS DE L'OCCIDENT, IL N'Y A PAS DE REGLEMENT POSSIBLE... MAIS UN REGLEMENT QUI IGNO. RERAIT LA RUSSIE LAISSERAIT DE DANGEREUSES INCERTITUDES. »

Il est piquant de constater que les impérialistes français sont prêts à reconnaître le « fait national arabe » partout... sauf en Algérie. Le Monde diplomatique, mensuel libéral bourgeois, donne dans l'article consacré à l'Irak cette information :

« LES FEODAUX FAISAIENT LA LOI CHEZ EUX. M. NOURY SAÏD, QUI A ETE SAUVAGEMENT ASSASSINE LE 16 JUILLET DERNIER, AURAIT RECENTEMMENT TENU A CERTAINS FEODAUX LE LANGAGE SUIVANT : PRENEZ GARDE, SI VOUS NE LACHEZ PAS UN PEU, LE PEUPLE VOUS ARRACHERA TOUT PAR LA VIOLENCE. »

Constatacion judicieuse et clairvoyante. Mais, s'il y a une loi qui se dégage de toutes les révolutions, c'est bien celle-ci ; lorsque la société est grosse d'événements révolutionnaires, les classes privilégiées manifestent toujours et partout le même acharnement à ne pas céder même une parcelle de leurs privilèges, tout en sachant très bien que le peuple menace de leur arracher le tout. C'était vrai en 1789 comme en 1917. Cela l'est encore aujourd'hui pour l'impérialisme français en Algérie et ailleurs. Il y a là un phénomène général qui ne peut s'expliquer par la psychologie (bien qu'il y ait des facteurs psychologiques). La seule explication correcte est celle-ci : une classe privilégiée ne peut, sous peine de tout perdre, faire de véritables concessions aux masses. Quand de telles concessions sont arrachées par la lutte, si les classes opprimées consolident leurs conquêtes en expropriant politiquement et économiquement la classe privilégiée, elles peuvent vaincre. Si elles sont freinées, stoppées, déviées dans leur activité révolutionnaire par des organisations timorées — nationalistes, « socialistes » ou « communistes » — elles se laissent reprendre tout ce qu'elles ont obtenu. Mais les problèmes non réglés n'en subsistent pas moins, plongeant la société dans des contradictions de plus en plus intolérables pour les masses. Ces problèmes, à une nouvelle étape, les pousseront inéluctablement à reprendre le combat. Depuis la fin de la guerre, les pays du Proche et du Moyen-Orient sont le théâtre de convulsions dont ils ne pourront sortir que par la lutte anti-impérialiste conséquente, arrachant le pouvoir à des classes privilégiées incapables de rompre véritablement les liens qui les unissent aux monopoles impérialistes. Parmi beaucoup d'autres exemples, mentionnons :

1946 : Les troupes françaises évacuent Syrie et Liban.

1951 : Nationalisation des pétroles d'Iran par Mossadegh. - Assasinat du roi Abdallah de Jordanie. - Abrogation par l'Egypte du traité conclu avec l'Angleterre.

1952 : Coup d'Etat renversant le roi Farouk d'Egypte.

1953 : L'Egypte se proclame républicaine. - Manifestations ouvrières en Arabie Séoudite et à Bahrein.

1954 : Accord anglo-égyptien sur l'évacuation du canal.

1956 : Eviction de Glubb Pacha. - Nationalisation de Suez, intervention anglo-française.

1958 : Constitution de la République Arabe Unie. - Evénements du Liban. - Insurrection à Bagdad.

De 1952 à 1958 : Mouvements révolutionnaires dans le Maghreb ;

intensification depuis le 1^{er} novembre 1954.

Il y a des hauts et des bas. Il y en aura encore. Mais la ligne des événements s'inscrit nettement. Il faut le constater : un des facteurs majeurs freinant le développement révolutionnaire au Proche et Moyen-Orient est la quasi-inexistence d'une véritable solidarité de la part du prolétariat occidental, lequel, embourbé dans le marécage de la politique du stalinisme et de la social-démocratie, n'a pas réussi, malgré des actions notables, à élever ses propres luttes au niveau de celles engagées dans les secteurs coloniaux et semi-coloniaux de la Révolution mondiale. Les masses prolétariennes de l'Occident auront encore à payer très cher la trahison des stalinistes et des socialistes.

économie

(Suite de la page 3.)

LE PROGRAMME DU GOUVERNEMENT DE GAULLE APRES LE 23 SEPTEMBRE « VIE FRANÇAISE », 15-8-53 : Il faut prévoir, sur le plan financier, un appel à une nouvelle aide extérieure en 1953.

Pour les saïaires, tout peut immédiatement être écarté ; les syndicats, incroyablement sages, diffèrent toute agitation.

NOUVELLE DEVALUATION ET SUPERSSION DE L'ECHELLE MOBILE : Il faudra revenir sur les clauses d'indexation et d'échelons mobiles, et conformer le franc à la juste parité, qui devrait se situer aux alentours de 450 pour un dollar. Conclusion du journaliste bourgeois, laudateur de de Gaulle-Pinay : « Il n'est pas exclu que la France de 1960 étouffe le monde. »

★ Déclaration de Pinay au « Financial Times » (« Le Monde », 13 août 1958) :

« Il sera possible de dissuader les syndicats de formuler des demandes d'augmentation cet automne si les prix sont stables (ils ont augmenté, en un an, dans le secteur alimentaire, de 23 %). »

★ « L'ECONOMIE », 31 juillet 1958 : « L'expansion métropolitaine nécessite des centaines de milliards d'investissements pour rattraper le retard pris dans la construction de logements, de moyens de transports et autres, pour renouveler et moderniser notre matériel. Si, à cette première sollicitation s'ajoutent toujours de nouvelles dépenses militaires et civiles, l'économie métropolitaine s'effondrera dans l'inflation, le découragement, le chômage, et il ne restera rien ou fort peu de chose de l'édifice constitutionnel, car les loyers dans la mesure où elles traduisent la réalité des faits. »

★ « LES ECHOS », 14 août 1958 : Aplixysie de la construction. Les autorisations de prêts du Crédit Foncier ont atteint pour les six premiers mois 102 milliards, correspondant à 55.000 logements. Pendant la même période de l'année dernière, 62.000 logements avaient bénéficié d'autorisations de prêts pour un volume de 117 milliards... Le nombre des logements économiques et familiaux, pendant le premier semestre 1958, tombe à 33.420 contre près de 37.000 l'année dernière.

★ Mais les crédits pour la guerre d'Algérie ont été augmentés.

★ LE CHOMAGE MENACE : Informations données par la C.G.T., reprises par « La Vie Française ». Des mesures de licenciement frappent 3.000 ouvriers dans les appareils ménagers ; 3 à 4.000 sont atteints par les réductions d'horaires ; 1.200 ouvriers sont en chômage dans le cycle et le motocycle ; 2.000 licenciements dans l'aéronautique. Des annulations de commandes sont signalées dans la construction navale, s'accompagnant de licenciements. C'est le cas sur les Chantiers de La Pallice, Saint-Nazaire, Nantes et Cherbourg. Dans le matériel roulant à la suite d'une réduction de commandes, 600 travailleurs sont mis à pied. Dans la sidérurgie, 100 licenciements.

Le Gérant : P. LAMBERT.

PRESSES OUVRIERES, 7 Rue Victor-Hugo, MONTREUIL.